

**Projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire ».**

***RAPPORT DE LA CEREMONIE DE LANCEMENT DU RAPPORT DE RECOMMANDATIONS DES JEUNES POUR LA PREVENTION DE LEUR PARTICIPATION A LA VIOLENCE POLITIQUE EN COTE D'IVOIRE***



**Organisateurs**

International Center for Transitional Justice (ICTJ)

Réseau Action Justice et Paix (RAJP)

**Date et lieux**

Le 12 avril 2019 à l'Hôtel Ivotel – Plateau (Abidjan)

## Sommaire

---

<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>I. Participants .....</b>	<b>5</b>
<b>II. Déroulement de la cérémonie .....</b>	<b>6</b>
<b>III. Clôture et évaluation de l'activité .....</b>	<b>10</b>
<b>III. Difficultés rencontrées.....</b>	<b>12</b>
<b>Conclusion.....</b>	<b>13</b>

## Introduction

---

A la fin des années 1980, la société civile ivoirienne et l'opposition politique étaient en ébullition. La frustration engendrée par des années de régime à parti unique, conjuguée à une économie déliquescence et à un horizon professionnel de plus en plus bouché pour les jeunes, a suscité des manifestations visant à pousser le gouvernement à la tenue d'élections multipartites (Rapport Human Rights Watch, mai 2008). De ce fait, le début de la décennie 1990 marque le commencement de la participation violente des jeunes à la politique en Côte d'Ivoire. Les successions de crises sociopolitiques, aboutissant à la crise post-électorale de 2010-2011 ont accentué la participation violente des jeunes au jeu politique en Côte d'Ivoire, comme indiqué dans le rapport de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR). De ce fait plusieurs questions émergent :

- Qu'est-ce qui motive les jeunes à participer de façon violente à la politique ?
- Quelles sont les manifestations et conséquences de cette violence ?
- Comment y remédier ?

Le RAJP, réseau de 14 associations de jeunesse et d'enfants intervenant en Côte d'Ivoire pour la promotion des droits humains avec un accent particulier sur les enfants, les jeunes et les femmes, a pour ambition de créer une dynamique de changement au sein de la jeunesse ivoirienne et d'impliquer les jeunes dans la réalisation des Objectif du Développement Durable (ODD), notamment l'Objectif 16 « *promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous* ».

Suite à une série de consultations d'environ deux cents (200) jeunes, conduites à Abidjan et dans trois localités de l'intérieur du pays en collaboration avec l'ICTJ, le RAJP a rédigé un rapport de recommandations portant sur la prévention de la participation des jeunes à la violence politique. Ce rapport porte sur les facteurs, les motivations et les conséquences de la participation des jeunes aux violences politiques et contient des recommandations pour prévenir de tels comportements.

Dans le cadre du Projet « Soutenir la participation des jeunes à la prévention de la répétition des violations graves des droits de l'homme en Côte d'Ivoire » le RAJP et ICTJ ont organisé une cérémonie de présentation et de lancement officiel dudit rapport le vendredi 12 avril 2019

à IVOTEL au PLATEAU de 09h 15 à 12h 30 afin d'assurer une diffusion large de son contenu et de ses recommandations et renforcer les capacités des jeunes à développer des propositions aux autorités étatiques et aux leaders de la société civile pour leur contribution plus efficiente à la préservation de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

## **I. Participants**

---

Cette cérémonie a réuni plus de 100 participants, y compris :

- 30 membres du RAJP ;
- 05 membres du Staff de ICTJ
- 01 représentant du Conseil National des Droits de l'Homme,
- 03 représentants du Conseil National de la Jeunesse (CNJCI),
- 02 représentants du Parlement des Jeunes,
- 54 représentants des Organisations de la Société Civile,
- 06 représentants d'ONG internationales
- 03 Représentants des ministères étatiques et directions techniques
- 05 journalistes

Cette composition des participants a permis d'avoir des discussions riches lors du panel.

Il faut signifier l'absence de l'ambassadeur de l'Allemagne et du chef de coopération de la délégation de l'union européenne en côte d'ivoire. Ces personnalités qui étaient parmi nos invités nous ont prévenus de leur absence par courrier électronique.

## II. Déroulement de la cérémonie

---

C'est à 9 h 15 minutes que l'activité a débuté par l'intervention de Mlle Gwladys ADIA qui pour la circonstance a joué le rôle de maître de cérémonie. Après le traditionnel "Akwaba" et la lecture de l'agenda M. Anicet OBOUE, président du RAJP a ouvert la série des allocutions. Il a présenté le contexte de la cérémonie en invitant tous les acteurs présents à militer pour la préservation de la paix et la cohésion sociale avec un accent particulier sur les futures échéances électorales.

Il s'en est suivi l'allocution de M Brahima BAMBA, chargé de Programme à ICTJ, intervenant au nom de M. Mohamed SUMA, Représentant Pays et chargé de mission ICTJ qui est en déplacement. Il a exposé quelques idées reçues lors des consultations faites avec les victimes dans le cadre du rapport et montrer la lourde tâche qui reste à combler. Aussi a-t-il, tout comme son prédécesseur, présenté les risques de conflits eu égard du climat sociopolitique actuel peu reluisant.

Intervenant au nom du Ministre Mamadou TOURE, Ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, M. Roland SILUE, Conseiller Technique du Ministre, s'est réjoui de l'organisation d'une telle activité qui pour sa part, s'inscrit dans une logique de paix prônée par le Chef de l'Etat SEM Alassane Ouattara et bien évidemment par le Ministre Mamadou TOURE. Il a donc exposé tout l'intérêt que le ministre accorde à la question de la manipulation des jeunes en période électorale et de facto dans la vision du RAJP de lutter contre cette manipulation. Il a terminé son intervention des remerciements à ICTJ et le RAJP ainsi que l'ouverture de la cérémonie.

Après la cérémonie d'ouverture, Mlle Sonia YEBOUA, Secrétaire Adjointe du RAJP, a présenté les objectifs de la cérémonie. A sa suite la présentation du rapport des consultations faites aux victimes dans la période de 2017 à 2018 fut l'affaire de Mlle Amandine GBADE, première vice-présidente du RAJP. Outre ces présentations les participants ont bénéficié d'un slam très évocateur sur la paix effectué par un jeune dénommé El Hadj Daouda.

Cet intermède musical a marqué l'ouverture du panel de discussion modéré par le chargé de Projet du RAJP M. Alex ADOU.

**Thème 1 :** *Analyse des constats relevés par le rapport sur les raisons et les conséquences de la participation des jeunes à la violence politique / M. Emmanuel EDIMA, Président du Conseil National des Jeunes de Côte d’Ivoire*

D’entrée de jeu, M. Emmanuel EDIMA s’est dit satisfait de la pertinence du rapport car disposant de toutes les informations nécessaires pour une bonne compréhension du vécu de la population en générale durant la crise post-électorale. En outre, il a invité les jeunes à ne pas être les “bons petits” des politiciens mais d’être des petits bons pour la côte d’ivoire. Aussi exhorte-t-il les associations de jeunesse à continuer les sensibilisations afin d’éviter que les jeunes replongent dans les actes de violence que nous avons connus. Ainsi, satisfait du rapport, la CNJCI par la voix de son premier responsable s’engage à vulgariser ce rapport à travers tous leurs canaux d’informations et de sensibilisation.

**Thème 2 :** *Analyse des constats relevés par le rapport sur le pronostic de la participation des jeunes à la vie politique en Côte d’Ivoire / M. Augustin EPINZAGNE, représentant Conseil National des droits de l’Homme*

De prime abord, M. Augustin EPINZAGNE, a félicité le RAJP pour la réalisation du rapport qui met en exergue les violations massives des droits de l’homme pendant la période électorale. Aussi s’est -il attardé sur certains cas violations des droits humains non mentionné dans le rapport avant d’aborder l’épineuse question du chômage des jeunes. Pour notre paneliste nous devons trouver des mécanismes pour permettre aux jeunes d’avoir un emploi enfin d’éviter toute manipulation car comme le dit l’adage « *l’oisiveté est la mère de tous les vices.* »

**Thème 3 :** *Analyse du rapport et particulièrement des recommandations faites à l’endroit de l’Etat, des leaders politiques et la société civile / M. Roland SILUE, Conseiller Technique du Ministre de la promotion de la jeunesse et de l’emploi des jeunes*

En toute connaissance des risques liés à la pratique de la politique, M. Roland SILUE a encouragé les jeunes à s’intéresser à la politique part conviction d’une idéologie politique, tout en ayant en tête qu’on ne vient pas à la politique pour avoir du travail. En outre notre paneliste a invité les jeunes à se former en politique et à surtout accepter la contradiction. Quant à la question des excuses publiques, c’est important en ce sens qu’elle va dans une vision de pardon et de la réconciliation comme en Afrique du Sud et au Rwanda. Pour ce qui est à la participation des jeunes dans le processus de réparation, il se réjouit des recommandations adressées et a mentionné les actions entreprises par le ministère de la jeunesse et de la défense quant au



processus de réinsertion et de rééducation des ex jeunes soldats et les enfants associés aux groupes et forces armées. Le ministère de la promotion de la jeunesse et l'emploi des jeunes réaffirme son intérêt à collaborer avec toutes les associations de jeunesse influentes. Il encourage ses derniers à se rapprocher de leur ministère de tutelle pour bénéficier ou faire bénéficier de renforcement de capacité.

**Thème 4 :** *Quels engagements de la jeunesse pour éviter la résurgence des violences politiques lors des prochaines élections* / Mlle Badria FOFANA, chargé de Projet Adjointe au RAJP

Mlle Badria FOFANA est partie du postulat selon lequel le jeune doit prendre réellement la place qui est la sienne en Côte d'Ivoire, pas seulement celle qu'on l'octroie mais aussi celle qu'il acquiert par son dynamisme et compétence. En outre elle a encouragé le jeune à la tolérance et s'accepter dans la différence d'opinions et de vision. Pour notre paneliste, les jeunes doivent être des acteurs de paix et faire preuve de d'un bon patriotisme dans l'intérêt supérieur de la nation. Aussi a-t-elle encouragé les jeunes à ne plus donner leur poitrine aux politiques mais plutôt participer aux échanges d'idées. Quant au rôle des femmes, elles doivent revendiquer leur place dans la société. En guise d'exemple, ALLA SALA, leader soudanaise, qui loin de la politique joue un rôle très essentiel dans la prévention de la paix au Soudan. Mlle Badria FOFANA a fini son exposé par reprendre un bout de notre hymne national pour inciter les jeunes à une réelle prise de conscience pour la paix et de se référer à ce texte très évocateur.

Dans les réponses aux questions qui leurs ont été posées par les participants, M. Emmanuel EDIMA a affirmé la disponibilité de sa structure à recevoir toutes les associations de jeunesse pour travailler de concert. Quant à la question du 3e mandat du chef de l'Etat, le CNJCI par la voix de son premier responsable affirme pouvoir ne rien faire face à une volonté de 3e mandat du chef de l'Etat, compte tenu de sa légalité constitutionnelle. C'est avec étonnement que les jeunes présents à la cérémonie ont accueillis cette position du président du CNJCI.

M. Roland SILUE a pour sa part évoqué que le langage de la violence n'est pas le plus écouté par le gouvernement qui procède de temps à autres à des rencontres formelles ou informelles avec les organisations de jeunesse. Concernant le programme avec l'agence « Emploi Jeune », le représentant du ministère reconnaît les irrégularités au niveau de l'agence et promet entreprendre des réformes. Mais surtout, encourage les jeunes à rester attachés à leur agence car les réformes en cours visent à rétablir l'ordre et rendre heureux tous les bénéficiaires. M. Augustin EPINZAGNE encourage les jeunes à avoir une vision et des objectifs. Il encourage

les organisations internationales et nationales à mettre en place des mécanismes de formation et de cadre de discussions pour les jeunes, surtout encourager les uns et les autres à s’informer et se former sur la question des droits de l’homme.



Une vue du panel, de la gauche vers la droite, M. Emmanuel EDIMA, Président du CNJCI ; M. Augustin EPINZAGNE, représentant CNDH ; M. Alex ADOU, chargé de projet RAJP (Modérateur) M. Roland SILUE, Conseiller Technique du Ministre de la promotion de la jeunesse et de l’emploi des jeunes, Mlle Badria FOFANA, chargé de Projet Adjointe RAJP

A la suite du panel, les jeunes du RAJP ont procédé à la remise officielle du rapport aux panelistes suivie de la distribution à toute l’assemblée.

### III. Clôture et évaluation de l’activité

La cérémonie prit fin à 12 h 30 minutes après les mots de remerciements de M. Brahim BAMBA, chargé de Programme à ICTJ et de clôture de M. Anicet OBOUE, président du RAJP qui a affiché sa satisfaction face au bon déroulement de l’activité. Les participants ont également manifesté leur satisfecit à travers les quelques interviews individuelles réalisées :

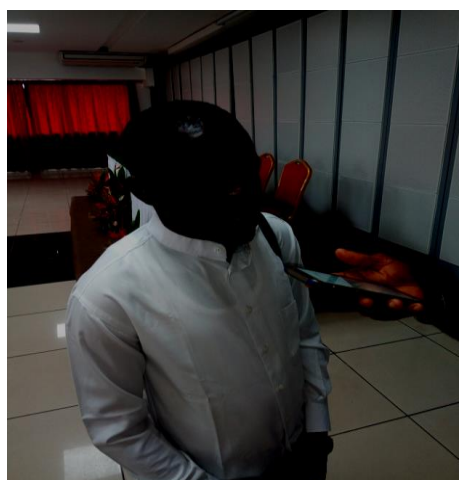


« Tant que nous pouvons agir sur les jeunes afin que leurs actions politiques soient constructives et non violentes, nous serons toujours présents. Notre objectif est la construction d'une jeunesse responsable, impliquée et engagée pour le développement du pays. Nous tiendrons compte des recommandations qui nous ont été assignées dans le rapport afin que les jeunes ne tombent plus dans les violences. » **M. Roland SILUE, Conseiller Technique du Ministre de la promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes**



Nous sommes très ravis d'avoir participé à cette cérémonie car nous travaillons également sur les questions électorales et la cohésion sociale. Nous espérons avoir d'autres cadres d'échanges sur ces questions car c'est dans une synergie d'actions que nous pourrions participer à la pleine autonomie de la jeunesse ivoirienne. **M. Ange BROU, Secrétaire Exécutif du Réseau Ivoirien des Jeunes Leaders pour l'Intégrité.**

Que tous les jeunes se sentent ambassadeurs et investis d'une mission, c'est la mission au service de la non-violence et de la paix. **M. Fulgence KOUASSI, Ex 1<sup>er</sup> responsable de la Jeunesse Estudiantine Catholique**



#### IV. Les difficultés rencontrées

---

Au titre des difficultés rencontrées, il convient de relever deux faits marquants.

Primo, le changement du local devant abriter la cérémonie à trois jours de l'activité. Par conséquent certains participants invités par courriers physiques et ne disposant pas de mail sur les décharges n'ont pas pu être informés de ce changement. De ce fait la représentante de l'ambassade du Canada nous a exprimé son mécontentement de ne pas avoir été informé du changement de lieu puisque le jour de l'activité elle s'est rendu à l'Hôtel Belle Cote, lieu initialement prévu pour l'activité et n'a pas souhaité se rendre à IVOTEL Hôtel Plateau. Idem pour la représentante de Save the Children. Toutefois il faut préciser que Save the Children a été informé du changement du lieu sauf que l'information n'est pas parvenue à leur représentante. Le président du RAJP prévoit rencontrer ces structures pour leur présenter des excuses et leur remettre officiellement le Rapport. Parlant de rencontre, Mme Lea-France MENSAH, chargée de communication au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) désire rencontrer le RAJP pour échanger sur le rapport.

Secundo, il faut noter quelques défaillances techniques au niveau des microphones lors de la cérémonie. Ainsi certaines interventions tels que celles Mlle Yeboua Sonia, présentant les objectifs de la cérémonie, le slam de El Hadj Daouda ont été difficile à entendre.

#### Conclusion

---

L'objectif visé par cette activité était d'assurer une diffusion large du rapport et de ses recommandations et renforcer les capacités des jeunes à développer des propositions aux autorités étatiques et aux leaders de la société civile pour leur contribution plus efficiente à la préservation de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire. Au sorti de cette cérémonie nous pouvons dire que cet objectif a été atteint. Ce fut une belle activité riche en partage d'expériences et de connaissances.

Fait à Abidjan le 12 Avril 2019

Rapport rédigé par le RAJP

Le Secrétaire Général

